



Mise en propreté des locaux & espaces

Consultation N° 2025-A081

Règlement de consultation

Date et heure limites de réception des offres :
Le vendredi 24 avril 12h00

Table des matières

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 2 - MODE DE PASSATION – ALLOTISSEMENT – TYPE DE CONTRAT - NOMENCLATURE	5
2.1 - Mode de passation.....	5
2.2 - Allotissement	5
2.3 - Type de contrat.....	5
2.4 - Nomenclature	5
ARTICLE 4 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
4.1 - Forme juridique du groupement.....	5
4.2 - Compléments à apporter par les candidats	6
Variantes	6
ARTICLE 5 - CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT	6
5.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	6
5.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	6
5.3 - Clause sociale d'insertion	6
ARTICLE 6 - PIECES DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	6
ARTICLE 7 - VISITE OBLIGATOIRE DES SITES REPRESENTATIFS	7
ARTICLE 8 - DATE ET HEURE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES DE SERVICES	7
ARTICLE 9 - CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS	7
9.1 - Durée de validité des offres	7
9.2 - Renseignements complémentaires.....	7
9.3 - Communication	7
9.4 - Report de la date de remise des offres	8
9.5 - Absence de rémunération des offres	8
9.6 - Confidentialité	8
ARTICLE 10 - TRANSMISSION DES ELEMENTS DE REPRISE DES PERSONNELS	8
ARTICLE 11 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	8
11.1 - Pièces de la candidature	8
11.2 - Pièces de l'offre des candidats répondant aux lots N °1 et N° 2.....	9
11.4 - Transmission électronique	10
ARTICLE 12 - EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	10
12.1 - Sélection des candidatures.....	10
12.2 - Attribution du marché	10
ARTICLE 13 - CRITERES D'ANALYSE DES OFFRES	11
13.1 - Critères applicables aux deux lots.....	11
13.3 - Notation du critère N° 1 et N° 2.....	11
ARTICLE 14 - SUITE A DONNER A LA CONSULTATION.....	11
14.1 - Justificatifs à fournir.....	11
14.2 - Signature de la candidature et de l'offre :.....	12

ARTICLE 15 - INTEGRITE DES FICHIERS TRANSMIS.....	12
ARTICLE 16 - TRAITEMENT DES INFORMATIONS COMPORTANT DES DONNEES PERSONNELLES.....	12
ARTICLE 17 - MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	13

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le Titulaire assure en fonction des sites, les missions de mise en propreté des locaux et espaces incluant :

- L'entretien de la vitrerie (à la demande),
- La fourniture d'équipements sanitaires et des consommables associés,
- La collecte sélective avant évacuation pour valorisation.

Les surfaces relatives aux locaux et espaces objets du marché et la nature de celles-ci sont décrites dans le CCTP et ses annexes.

ARTICLE 2 - MODE DE PASSATION – ALLOTISSEMENT – TYPE DE CONTRAT - NOMENCLATURE

2.1 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est celle de l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

2.2 - Allotissement

Le Pouvoir Adjudicateur a décidé de lancer la consultation en deux (2) lots séparés essentiellement pour une raison géographique

- **Lot N° 1 :**

Nettoyage des locaux sur le Campus d'Orsay, situés sur les communes d'Orsay, de Bures sur Yvette et Gif sur Yvette (91).

- **Lot N° 2 :**

Nettoyage des locaux de l'IUT de Sceaux et de l'UFR de Sceaux situés sur les communes de Sceaux et Fontenay aux Roses (92), ainsi que les locaux de l'IUT de Cachan situés sur la commune de Cachan (94).
Nettoyage des locaux de l'UFR de Médecine, situés sur les communes du Kremlin-Bicêtre, de Villejuif (94) et de Clamart (92).

2.3 - Type de contrat

Il s'agit d'un accord cadre à prix mixtes comprenant une partie forfaitaire et une partie à bons de commande. Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique. Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

2.4 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV 2020) est :

- 90911000 - 6 : Services de nettoyage de logements, de bâtiments et de vitres.

ARTICLE 4 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

4.1 - Forme juridique du groupement

L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre. Les soumissionnaires peuvent se présenter sous forme d'entreprise individuelle ou de groupement d'opérateurs économiques.

En application de l'article L 2141-13 du Code de la commande publique, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

En application de l'article R 2142-22 du Code de la commande publique, l'acheteur impose que le mandataire du groupement conjoint soit solidaire, pour l'exécution du présent accord cadre, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

4.2 - Compléments à apporter par les candidats

Les candidats n'ont pas à apporter de complément ni au Cahier des Clauses Administratives Particulières, ni au Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes, ni au Pilotage du marché.

En participant à la consultation, les candidats et donc le Titulaire acceptent l'intégralité des clauses présentées.

4.3 - Variantes

Les candidats doivent répondre à la solution de base exprimée. Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées. Par contre, un plan de progrès est attendu, tant au niveau de l'offre que tout au long de l'exécution du marché. Ce plan de progrès permet d'exprimer l'ensemble des pistes d'optimisation identifiées par les candidats puis le titulaire.

4.4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

ARTICLE 5 - CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT

5.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Pour les lots N° 1 et N° 2 l'accord cadre est conclu pour une durée ferme de trois (3) ans renouvelables une (1) fois tacitement pour une durée d'un (1) an soit une durée maximale de quatre (4) ans à compter de la date de notification.

L'Université Paris- Saclay alerte le Titulaire sur le fait que la reconduction du marché au-delà des 3 premières années contractuelles pour chacun des lots, pourra être assujettie à la présentation d'un plan de progrès ambitieux comme évoqué à l'Article 20 du CCAP.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCA G-FCS.

5.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous - traitant s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

5.3 - Clause sociale d'insertion

L'Université Paris Saclay, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L 211 2-2 du Code de la commande publique en incluant dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières, une clause sociale d'insertion obligatoire.

L'opérateur économique qui se verra attribuer le marché devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. Le détail de cette action d'insertion est mentionné au niveau du CCTP et de ses annexes

ARTICLE 6 - PIÈCES DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Les pièces du DCE sont les suivantes :

- L'Acte d'Engagement du Lot N° 1,
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire du Lot N° 1 (DPGF),
- Le BPU du Lot N° 1,

- Le Cadre de Réponse Technique et Développement Durable du Lot N° 1,
- L'Acte d'Engagement du Lot N°2,
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire du Lot N° 2 (DPGF),
- Le BPU du Lot N° 2,
- Le Cadre de Réponse Technique et Développement Durable du Lot N° 2,
- Le Cahier Des Clauses Administratives Particulières commun aux deux lots,
- Le Cahier Des Clauses Techniques Particulières commun aux deux lots et ses trois annexes,
 - Annexe 1 au CCTP : Détail des prestations Lot N° 1,
 - Annexe 2 et 3 au CCTP : Détail des prestations Lot N° 2,
- Le Pilotage du Marché commun aux deux lots,
- Les éléments de reprise des personnels.
- Les bulletins de visites par lot

ARTICLE 7 - VISITE OBLIGATOIRE DES SITES REPRESENTATIFS

La visite des locaux représentatifs est obligatoire et sera effectuée une seule fois par lot compte tenu du nombre de sites à visiter et de l'organisation importante qu'il convient de mettre en œuvre.

Les dates, contacts et points de rendez-vous seront communiqués via PLACE durant la consultation.

Les référents identifiés pourront, en fonction de leurs connaissances, répondre directement aux questions posées lors des visites.

Néanmoins, l'acheteur conseille aux candidats de poser toutes les questions par écrit via la plateforme du profil acheteur à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Les réponses aux questions seront transmises à l'ensemble des candidats de chaque lot par écrit. Seules les réponses transmises via le profil acheteur aux candidats pourront être opposables à l'Université Paris-Saclay. Les réponses orales qui auraient pu être faites lors des visites techniques obligatoires n'ont donc qu'une valeur informative.

Les attestations de visite détaillées par lot, seront confiées aux candidats présents à l'issue de la visite.

ARTICLE 8 - DATE ET HEURE LIMITES DE RECEPTION DES OFFRES DE SERVICES

Pour tous les lots, les plis doivent parvenir au plus tard le **24 avril 2026 à 12 Heures** (heure de Paris)

ARTICLE 9 - CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS

Le dossier comprenant l'offre du candidat doit être soumis par voie électronique avant la date limite de remise des offres via la plateforme du profil acheteur à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Toutes les offres seront considérées comme des engagements contractuels.

9.1 - Durée de validité des offres

La durée de validité des offres est de cent-quatre-vingt jours (180 jours) à compter de la date de remise des offres.

9.2 - Renseignements complémentaires

Dans l'hypothèse où la rédaction du dossier du présent appel d'offres présenterait une difficulté d'interprétation, ou si ce dernier présente des questions administratives et techniques, les demandes de précisions pourront être adressées, via la fonction « Messages » de la plateforme du profil acheteur à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/> au plus tard sept (7) jours calendaires avant la date limite de remise des offres.

Les réponses apportées seront portées à la connaissance de l'ensemble des soumissionnaires.

9.3 - Communication

L'acheteur qui pilote la procédure sera le seul point de contact des soumissionnaires durant tout le processus

d'appel d'offres.

Toutes les communications relatives au présent appel d'offres doivent passer via la plateforme du profil acheteur à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

9.4 - Report de la date de remise des offres

L'acheteur pourra à sa discrétion proroger la date limite fixée pour la remise des offres, auquel cas tous les droits et obligations de l'Université Paris-Saclay et des soumissionnaires seront régis par la nouvelle date limite.

9.5 - Absence de rémunération des offres

Les offres ne sont pas rémunérées. Aucun dégrèvement des dépenses engagées pour la préparation des réponses au présent appel d'offres ne sera effectué par l'Université Paris-Saclay.

9.6 - Confidentialité

Le présent appel d'offres et toute information communiquée aux soumissionnaires, ou à laquelle ceux-ci pourraient avoir accès à l'occasion du présent appel, sont confidentiels et sont strictement réservés à l'usage du présent appel d'offres.

ARTICLE 10 - TRANSMISSION DES ELEMENTS DE REPRISE DES PERSONNELS

Le Pouvoir Adjudicateur transmet aux candidats en accompagnement des pièces contractuelles du DCE, les éléments utiles en application des dispositions de l'article 7 de la Convention Collective des Entreprises de Propreté et Services Associés (n° 3 173) qui fixent les conditions d'une garantie d'emploi et de la continuité des contrats de travail du personnel en cas de changement de prestataire (ex - annexe VII).

Ces éléments sont transmis par les « prestataires sortants » comme étant représentatifs à date de la situation

ARTICLE 11 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

L'Université Paris-Saclay est dotée d'un profil acheteur permettant aux candidats d'obtenir l'ensemble des documents de la consultation à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Les candidatures et les offres des candidats sont entièrement rédigées en langue française et exprimées en Euro.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

11.1 - Pièces de la candidature

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

A / Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner. Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail.
- La lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC 1)
- La déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC 2)

B / Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles.

- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.

Les candidats reconnaissent être parfaitement informés qu'en cas de présentation sous la forme groupement d'opérateurs économiques, la capacité à exécuter le marché public auquel il est candidaté est appréciée de manière globale, pour l'ensemble des membres du groupement. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement dispose du niveau minimum de capacité économique et financière défini au présent article. En cas de sous-traitance, les candidats peuvent également bénéficier des capacités techniques, économiques et financières de leurs sous-traitants à condition de présenter une lettre d'engagement de mise à disposition de moyens établie par la société sous-traitante.

C / Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels (en nombre d'ETP par qualification) de l'opérateur économique qui sont déployés sur les sites de ses clients et l'importance de son personnel d'encadrement (en nombre d'ETP) pour chacune des trois dernières années.
- Une liste minimale de prestations analogues effectuées pour des opérateurs (un minimum de 5 opérateurs publics et/ou privés pour les lots N° 1 et N° 2 au cours des trois dernières années, indiquant obligatoirement : l'identité du client, l'année de démarrage du marché, le montant forfaitaire (en K€/ an), et l'interlocuteur habituel.
- L'opérateur économique préviendra les références clients ci-dessus désignées, qu'elles seront susceptibles d'être contactées dans le cadre de la présente procédure.
- Déclaration indiquant les outillages, les matériels et/ou les équipements techniques dont l'opérateur économique dispose généralement pour la réalisation de prestations analogues.
- Description des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité de ses prestations.

Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures, celles qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R. 2144-1 à R. 2144-7 du CCP sont éliminées par le Pouvoir Adjudicateur.

En cas de candidatures incomplètes, l'acheteur pourra demander aux candidats concernés de compléter celles-ci.

Pour information, les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) sont téléchargeables sur le site du MINEFE : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>.

11.2 - Pièces de l'offre des candidats répondant aux lots N°1 et N° 2

1. L'Acte d'Engagement détaillé par lot et ses annexes (DPGFs et BPU) dûment complété par le Titulaire, (Version.pdf de l'AE et les DPGFs et BPU en .xlsx)
2. Le Cadre de déclaration de sous-traitant(s) éventuel(s)
3. Le Cadre de Réponse Technique et Développement Durable (CR T& DD) détaillé par lot, dûment complété par le Titulaire (Version .pdf et version .docx)
4. L'attestation de visite obligatoire détaillée par lot. (Version .pdf)

CRT&DD pour les lots N° 1 et N° 2 :

- Organisations œuvrantes sur sites : Nombre d'heures totales « personnel œuvrant », pour exécuter l'ensemble des prestations, en fonction des différents sites, et en prenant compte les différents niveaux de qualité attendus : Pertinence de la proposition et justification des temps proposés.
- Pilotage du marché : Indication de la composition de l'équipe managériale (non œuvrante) qui sera affectée au marché. Le nombre de managers (responsables de site, chefs d'équipe...) affectés au marché, sur les sites et hors sites. Missions succinctes de chacun, profils...
- Pertinence de la dotation en matériels : Présentation des moyens matériels et mécaniques mis en œuvre en relation avec les travaux attendus et déplacements. Justification des quantités et des choix

techniques. Présentation des modes d'entretien (full service, maintenance préventive...)

- Méthodologie et axes de garantie de la qualité : Présentation des moyens mis en œuvre pour réaliser la prestation (plannings d'intervention, fiches de postes, gestion des absences...) et pour effectuer les missions de contrôle interne des prestations (moyens mis en place pour le contrôle du respect des horaires, plan qualité...

- Planning et organisation du démarrage du marché : Présentation du tableau de bord de suivi des actions avant et sur les premières semaines de démarrage du Marché. Qui fait quoi, comment, processus de validation, suivi des engagements...

- Engagements Développement Durable (environnemental et sociétal) appliqués spécifiquement au marché : Présentation et engagements sur des mesures concrètes mises en place pour réduire l'impact énergétique, pour garantir le bien être du salarié, pour promouvoir l'égalité des chances, la diversité, la formation, l'égalité femmes/hommes...

Qualité environnementale des matériels et des véhicules.

Qualité environnementale des produits et vêtements de travail.

Le cadre de déclaration de sous-traitant(s) éventuel(s) n'est pas fourni dans les pièces de la consultation. Ce document « ATTRI 2 » est téléchargeable sur le site du MINEFE :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

11.4 - Transmission électronique

Les plis doivent être déposés avant les dates et heures limites indiquées, de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://www.marche-publics.gouv.fr/>

ARTICLE 12 - EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

12.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le Pouvoir Adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

12.2 - Attribution du marché

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L. 2152-1 à L. 2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation. Si une offre est jugée anormalement basse, le candidat est invité par l'Université Paris-Saclay à justifier le prix proposé dans son offre en fournissant toutes les précisions jugées utiles sur sa composition, dans les conditions définies par l'article R. 2152-3 du Code. Si les conditions de l'article R. 2152-4 du Code sont remplies, l'offre peut être rejetée. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Par ailleurs, dans l'hypothèse où un même candidat est pressenti pour être attributaire de plusieurs lots, sa capacité économique et financière doit être au moins égale au cumul des niveaux minimum de capacité exigés pour chacun des lots qu'il est envisagé de lui attribuer.

Dans cette hypothèse, la vérification de sa capacité économique et financière intervient après la détermination des lots susceptibles de lui être attribués.

Si, après cette détermination, il apparaît que le candidat ne dispose pas d'une capacité économique et financière au moins égale au cumul des niveaux minimum de capacité exigés pour chacun des lots qu'il est envisagé de lui attribuer, le ou les lots à lui attribuer, sous réserve des dispositions de l'article 14 du présent Règlement, est/sont le ou les lots pour lesquels le cumul des niveaux minimum de capacité exigés s'approche le plus de sa capacité économique et financière, tout en lui restant inférieur.

ARTICLE 13 - CRITERES D'ANALYSE DES OFFRES

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

13.1 - Critères applicables aux deux lots

Critères	Libellé	Pondération en %
Critère N° 1	Critère Qualité technique et Développement Durable	45 %
Sous- critère 1 . 1	Organisations œuvrantes sur sites	20 %
Sous- critère 1 . 2	Pilotage du marché	10 %
Sous- critère 1 . 3	Pertinence de la dotation en matériels	5%
Sous- critère 1 . 4	Méthodologie et axes de garantie de la qualité	5 %
Sous- critère 1 . 5	Planning et organisation du démarrage du Marché	5 %
Critère N° 2	Critère Développement Durable	10 %
Sous- critère 2 . 1	Engagements Développement Durable appliqués au marché	10 %
Critère N° 3	Critère Prix	45 %
Sous- critère 3 .1	Prix forfaitaires	35 %
Sous- critère 3 .2	Prix des prestations sur demande	10 %

13.3 - Notation du critère N° 1 et N° 2

Cette notation est établie au regard du cadre de réponse technique et développement durable. Chaque sous-critère sera noté suivant l'échelle de notation suivante :

- Niveau 1 : Très mauvais, hors sujet, non répondu = 0 point,
- Niveau 2 : Mauvais ou sujet abordé partiellement = 25 % des points,
- Niveau 3 : Moyen ou sujet abordé succinctement = 50 % des points,
- Niveau 4 : Bon ou sujet traité = 75 % des points,
- Niveau 5 : Très bien. L'offre correspond parfaitement aux attentes = 100 % des points.

ARTICLE 14 - SUITE A DONNER A LA CONSULTATION

14.1 - Justificatifs à fournir

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique.

Le délai imparti par le Pouvoir Adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours

En application de l'article R. 2143-15 du code, l'attributaire peut remettre, en remplacement de tout ou certaines de ces pièces, un certificat d'inscription délivré par l'autorité compétente ou le certificat délivré par l'organisme de certification compétent. Ces certificats indiquent les références ayant permis l'inscription sur la liste officielle ou d'obtenir la certification, ainsi que la classification sur cette liste.

Si le candidat pressenti ne fournit pas dans les temps impartis les certificats et attestations demandés par le Pouvoir Adjudicateur, son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le Pouvoir Adjudicateur qui présentera la même demande au candidat suivant dans l'ordre du classement des offres. Le Pouvoir Adjudicateur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

14.2 - Signature de la candidature et de l'offre :

Le candidat proposé à l'attribution du Marché est sollicité pour signer sa candidature (attestation de mise à disposition de moyens de tiers, le cas échéant) et son offre (acte d'engagement joint à la demande de l'Université Paris-Saclay et, le cas échéant, réponse(s) aux demandes de précisions) conformément aux prescriptions suivantes :

- Sont fournis les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager l'opérateur, si la personne signataire n'en est pas le représentant légal.
- En cas de mise à disposition de moyens en application de l'article R. 2142-3 du code, l'attestation signée en bonne et due forme par l'opérateur mettant ses moyens à disposition de l'attributaire. La signature est apposée par un représentant légal ou par une personne habilitée (pouvoirs à fournir le cas échéant).
- En cas de groupement d'opérateurs, le mandataire devra fournir un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation (si non inclus dans l'acte d'engagement).
- Chacun des membres du groupement produit la déclaration sur l'honneur relative aux interdictions de soumissionner.
- En cas de sous-traitance déclarée dans la candidature ou l'offre de l'attributaire, est à fournir la déclaration de sous-traitance, signée par les représentants légaux de l'attributaire et du sous-traitant ou par des personnes habilitées (pouvoirs à fournir le cas échéant). Le formulaire ATTRI 2 peut être utilisé.

ARTICLE 15 - INTEGRITE DES FICHIERS TRANSMIS

Soucieux de garantir l'intégrité des fichiers transmis aux candidats dans le cadre de la consultation, l'Université Paris-Saclay a protégé tous les fichiers et en particulier les annexes à l'AE (DPGFs et BPU) qui contiennent des liaisons internes. En conséquence les fichiers de réponses transmis dans le cadre des offres ne devront en aucun cas avoir été « crackés » par les candidats

Si l'Université Paris-Saclay s'aperçoit qu'un candidat a « cracké » un/des fichier(s), ce dernier pourra être exclu de la procédure.

ARTICLE 16 - TRAITEMENT DES INFORMATIONS COMPORTANT DES DONNEES PERSONNELLES

Les informations recueillies lors de la procédure et dans le cadre de l'exécution de ce marché font l'objet de traitements informatiques par l'Université Paris-Saclay. Elles sont susceptibles de contenir des données permettant l'identification de personnes privées (nom, prénom, qualité ou fonction et coordonnées professionnelles des représentants du titulaire).

Ces données, ayant pour finalité d'assurer le suivi de la présente procédure et de permettre à l'Université Paris-Saclay de s'affranchir de ses obligations légales en matière de durée d'utilité administrative, sont conservées durant toute la durée nécessaire à l'exécution de la présente procédure et, le cas échéant, dans le cadre de l'exécution du Contrat. Elles sont destinées exclusivement aux membres de l'équipe projet de l'Université Paris-Saclay.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, puis à compter du 25 mai 2018 au règlement (UE) 2016/679 dit « Règlement général sur la protection des données », les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement aux informations qui les concernent. Ils peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données.

ARTICLE 17 - MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Dans cette éventualité, celles-ci seront communiquées au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.